



Commission économique pour l'Europe**Comité directeur des capacités et des normes commerciales****Groupe de travail des normes de qualité des produits agricoles****Section spécialisée de la normalisation des plants de pomme de terre****Quarante-cinquième session**

Genève, 19-21 mars 2018

Rapport de la Section spécialisée de la normalisation des plants de pomme de terre sur sa quarante-cinquième session**I. Introduction**

1. La réunion de la Section spécialisée de la normalisation des plants de pomme de terre a été présidée par M. John Kerr (Royaume-Uni).
2. Le Chef de la Section de l'accès aux marchés de la Commission économique pour l'Europe (CEE), M. Mika Vepsäläinen, a ouvert la quarante-cinquième session et souhaité la bienvenue aux représentants présents. Il s'est félicité de la participation active du Groupe, de son action fort utile et des matériels produits grâce à lui. Il a remercié la délégation des Pays-Bas d'avoir organisé la réunion des rapporteurs en septembre 2017, ce qui a permis de faire progresser les travaux de la Section spécialisée et d'explorer de nouvelles disciplines et de nouveaux domaines d'activité. Il a également exprimé sa gratitude à la délégation australienne pour la mise au point d'une première application consacrée au guide CEE-ONU des maladies et des parasites, qui marque une avancée dans l'usage des technologies de l'information pour ce qui a trait aux travaux menés par l'ensemble des sections spécialisées, lesquelles pourront utilement s'en inspirer. Il a en outre souligné que les travaux du Groupe sur les objectifs de développement durable (ODD) a permis l'élaboration d'une première affiche qui, lorsqu'elle aura été approuvée, pourra être téléchargée sur le site de la CEE. S'agissant de systèmes de production durable, il a de plus noté qu'il fallait avant tout pouvoir compter sur des plants de qualité, garantissant moins de gaspillage aux stades ultérieurs de la production et un rendement accru. Par conséquent, l'action de la Section spécialisée était au cœur des modes de production axés sur une production plus durable, tels que définis dans l'ODD 12. Le secrétariat a recueilli des fonds devant lui permettre d'apporter sa pierre aux travaux entrant dans le cadre de l'ODD 12 et notamment aux mesures de réduction du gaspillage alimentaire. Ce projet a également offert à la Section spécialisée l'occasion de prendre plus largement part à l'échange des connaissances et des meilleures pratiques, et de développer les capacités des organismes nationaux, notamment dans les pays pilotes du projet.
3. Il a également informé les délégations que M^{me} Ivonne Higuero avait récemment été nommée au poste de Directrice de la Division de la coopération économique et du commerce.



II. Participation

4. Des représentants des pays ci-après ont participé à la session : Allemagne, Belgique, Finlande, Luxembourg, Nouvelle-Zélande, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède et Suisse.
5. Un représentant de la Commission européenne a assisté à la session.
6. L'Association européenne des semences (ESA) et l'Association allemande des obtenteurs ont également participé à la session.

III. Adoption de l'ordre du jour

7. Les délégations ont adopté l'ordre du jour provisoire.

IV. Faits notables survenus depuis la dernière session

8. Le Chef de la Section de l'accès aux marchés a expliqué que tous les organes des Nations Unies, dont la CEE, avait procédé à des coupes importantes dans leur budget de 2018-2019, notamment au niveau des postes, et avaient considérablement réduit leurs dépenses opérationnelles, s'agissant entre autres des dépenses d'impression, des frais de déplacement et de la rémunération de consultants. En avait résulté la nécessité d'utiliser plus efficacement les ressources disponibles pour ce qui concernait notamment les conférences et les réunions, et de revoir les calendriers des réunions. Actuellement, une partie des ressources manquantes était comblée à l'aide de fonds des projets de renforcement des capacités, notamment dans le cadre des activités se rapportant aux plants de pommes de terre. Il a indiqué que la prochaine session du Comité directeur des capacités et des normes commerciales aurait lieu en mai 2018.

9. Il a en outre indiqué qu'au niveau de la CEE, un travail de cartographie institutionnelle et organisationnelle avait été entrepris aux fins de recenser les priorités d'organisation de huit ODD de manière à obtenir de meilleurs résultats et un impact renforcé. Les travaux déployés par la CEE dans le domaine des normes agricoles étaient censés œuvrer principalement à la réalisation de l'ODD 12 relatif à la production et à la consommation durables, de l'ODD 17 relatif aux partenariats mondiaux, et de l'ODD 8 relatif au travail décent et à la croissance économique. Par ailleurs, l'ODD 12 a été le thème de la conférence « Encourager l'alimentation durable », organisée lors de la session de novembre 2018 du Groupe de travail des normes de qualité des produits agricoles. Le Président de la Section spécialisée des plants de pommes de terre, M. John Kerr, figurait au nombre des orateurs ayant tenu des propos d'importance concernant les pratiques durables et les voies à suivre pour la réalisation de l'ODD 12. En novembre de cette année, une conférence de suivi mettrait principalement l'accent sur les solutions pratiques durables devant permettre de progresser dans la réalisation de cet objectif, notamment par la sensibilisation des consommateurs et des commerçants au problème du gaspillage alimentaire et par une action d'encouragement à une production de qualité sur toute la chaîne d'approvisionnement.

V. Norme pour les plants de pomme de terre

10. À sa session de 2017, la Section spécialisée a décidé de réviser l'annexe IX de la norme (Échantillonnage des tubercules pour la détection de virus). Le Rapporteur (Nouvelle-Zélande) a passé en revue les changements proposés, citant en particulier les chapitres nouvellement inclus à propos de la taille des échantillons, des niveaux de confiance et, dans une deuxième approche, des intervalles de confiance. Il a expliqué que les nouveaux tableaux 5 et 6 donnaient des indications utiles pour les limites supérieures. La Section spécialisée a débattu de l'incorporation des deux approches. La délégation allemande a cité l'approche de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui mettait davantage l'accent sur les impuretés et était davantage

orientée vers les producteurs. L'observation a été faite que la formulation actuelle de la norme CEE-ONU laissait à l'organisme de réglementation le soin de décider en faveur des acheteurs ou des producteurs. C'est pourquoi il a été convenu d'inclure l'un et l'autre tableaux dans la norme pour mieux permettre de décider en connaissance de cause.

11. La Section spécialisée a examiné les modifications proposées par le Rapporteur et décidé d'ajouter au titre des sections 1 et 5 une référence à « l'inspection sur pied ». Une référence à la « détection de virus » a été ajoutée au chapeau des sections 2 et 4, et une autre aux « virus » au chapeau de la section 3. Les titres des tableaux 5 et 6 ont été modifiés pour y incorporer une référence à « l'inspection sur pied ». Tous les autres changements et modifications sont repris dans le document d'après-session.

12. La Section spécialisée a décidé de soumettre la norme révisée au Groupe de travail à sa session de novembre 2018, pour adoption en tant que norme amendée des plants de pommes de terre.

13. La Section spécialisée a modifié la définition d'« autorité désignée » (figurant actuellement dans la norme) et a adopté la proposition de la remplacer par « autorité de certification ». Ce changement doit garantir que soient prises en compte toutes les autorités habilitées à cet effet, publiques ou privées. Dans l'ensemble du texte de la norme, l'expression « autorité désignée » sera remplacée par « autorité de certification » (ou par l'acronyme correspondant). Le changement sera fait également dans les versions en ligne des guides. Tous les changements apportés au projet de norme seront reflétés dans le document d'après-session.

14. La Section spécialisée a décidé de soumettre au Groupe de travail les changements ainsi apportés à sa session de novembre 2018, pour adoption en tant qu'amendements à la norme des plants de pommes de terre.

VI. Résultats de l'étude sur les méthodes de détection de virus dans les plants de pomme de terre

15. Le secrétariat a rédigé les conclusions initiales de l'enquête sur les méthodes de détection des virus des plants de pommes de terre (adoptées par la Section spécialisée en mars 2017). Le Rapporteur (Finlande) a présenté le rapport de synthèse élaboré avec le concours de l'Australie et du Royaume-Uni.

16. Au cours des débats qui ont suivi, plusieurs délégations ont demandé des informations plus détaillées et plus approfondies. La Section spécialisée a donc passé en revue l'intégralité du rapport sans négliger aucun détail et a décidé des informations qui seraient publiées. Elle a également apporté des modifications d'ordre rédactionnel, opté pour condenser l'information et décidé de se mettre en quête de détails plus fournis dans certains domaines, de manière que les précieux renseignements pouvant en être extraits soient rendus plus faciles d'accès. D'autre part, pour obtenir davantage d'informations sur la mise en commun des tests Elisa et PCR, le secrétariat a été invité à prendre contact une fois de plus avec les personnes interrogées qui participent régulièrement aux travaux de la Section spécialisée. Les nouvelles questions seraient rédigées par le Rapporteur (Finlande) et par le Royaume-Uni.

17. Les délégations du Royaume-Uni et de la Finlande, avec le concours de l'Australie, des États-Unis, de la République tchèque et de la Suède, collaboreront à une version révisée et plus condensée du rapport dans sa version longue, avec l'aide du secrétariat. Elles mettront surtout l'accent sur les messages clefs et les informations essentielles (s'agissant par exemple des amorces PCR) et présenteront une nouvelle mouture à la prochaine session de la Section spécialisée. Une fois terminé le rapport dans sa version longue, la synthèse sera révisée en conséquence et les deux documents seront publiés simultanément.

18. La Section spécialisée a remercié les rapporteurs et les délégations ayant apporté leur concours de leur contribution à ces documents précieux qui seront pour tous les pays une source d'information sur les meilleures pratiques, les méthodes et les procédures de validation.

VII. Projet d'étude sur les méthodes de détection des bactéries

19. La Section spécialisée a décidé de réexaminer la première mouture de l'enquête sur les méthodes de détection des bactéries soumise par le Rapporteur (États-Unis) à l'occasion d'une conférence téléphonique lorsque les travaux sur cette enquête seraient plus avancés. Le groupe de travail sera composé des délégations américaine, belge, britannique, finlandaise, israélienne et néerlandaise. La Section spécialisée a en outre décidé d'incorporer une question concernant la distinction à faire entre les bactéries pathogènes de différents pays (qualité et quarantaine).

VIII. Projet de guide sur la production de minitubercules

20. À sa session de 2017, la Section spécialisée a décidé d'élaborer un projet de guide sur la production de minitubercules. En l'absence de projet de texte sur le sujet, la Section spécialisée a débattu la question de savoir si ce travail méritait d'être mené, sachant qu'il existe déjà un guide NIMP 33. Certains ont fait valoir que le nouveau guide pourrait être tout à fait utile pour les organismes de certification de même que pour les producteurs et les consommateurs, surtout dans les conditions du commerce local, qui sont étrangères aux dispositions du NIMP 33. Un tel guide apporterait davantage de transparence et jetterait un éclairage global sur la question. Les participants ont soulevé la question du surcroît de réglementation que cela imposerait à l'industrie. Selon eux, il conviendrait de faire de ce guide un instrument utile et proportionné à l'usage attendu, et d'éviter qu'il ne soit une source de contrainte supplémentaire.

21. La délégation néo-zélandaise a présenté les dispositions relatives à la culture tissulaire et à la production de minitubercules telles que contenues dans le Code de certification des plants de pommes de terre de la Nouvelle-Zélande. La Section spécialisée a noté qu'un guide CEE-ONU qui s'inspirerait du document néo-zélandais serait une référence utile pour les laboratoires concernant les meilleures pratiques de production de minitubercules.

22. La Section spécialisée a décidé d'inviter le Rapporteur (Australie) et le groupe de travail (Afrique du Sud, France, Nouvelle-Zélande et Pays-Bas, avec l'Association européenne des semences) à élaborer un projet à partir du document néo-zélandais que la Section spécialisée puisse examiner à sa prochaine session, en mars 2019.

IX. Pommes de terre à semences véritables

23. À sa session de 2018, la Section spécialisée a examiné un projet de déclaration sur les pommes de terre à semences véritables (TPS) et sur les techniques de reproduction, élaboré par le Royaume-Uni au nom du Groupe de travail (Australie, États-Unis, Pays-Bas). Elle a modifié certaines parties du texte et décidé de conserver le dernier paragraphe. Elle a longuement examiné la question de savoir s'il convenait d'incorporer ce point dans le plan de travail et, le cas échéant, de l'inclure plus tard dans la norme CEE-ONU dans une optique de réglementation des matériels commercialisés. Au cours de la réunion des Rapporteurs et du voyage d'étude aux Pays-Bas en septembre 2017, il est apparu que les principaux marchés des TPS se trouvaient dans les régions du monde ne disposant pas d'une solide chaîne d'approvisionnement en tubercules ou ne faisant pas partie du réseau existant de production de pommes de terre à l'échelle commerciale. Pour de tels marchés, le modèle commercial concernerait la commercialisation des TPS qui seraient ensuite traitées comme un produit de l'horticulture pour le marché local, dans une optique de renforcement de la sécurité alimentaire.

24. Le représentant de la Commission européenne a fait le point sur les avancées en la matière au niveau de l'Union européenne et a relevé qu'à l'UE, la législation de base ne concernait que les tubercules, à l'exclusion de tout autre matériel de reproduction ne relevant pas de la législation existante. Il a souligné que tel n'était pas le cas de la norme CEE-ONU. À l'heure actuelle, dans l'Union européenne, cette question faisait l'objet d'une expérimentation temporaire spécifique à laquelle participaient les Pays-Bas. Dans ce cadre d'expérimentation temporaire, les tubercules dérivés de TPS (aujourd'hui une seule variété)

faisaient l'objet d'une réglementation visant seulement à permettre la commercialisation de ce matériel, moyennant l'application de restrictions supplémentaires, notamment quant au nombre de générations autorisé. Il a ajouté qu'il était encore trop tôt pour parler de résultats concrets.

25. La Section spécialisée a décidé de soumettre le texte révisé de la déclaration au Groupe de travail à sa session de novembre 2018 et de maintenir cette question à son ordre du jour.

X. Renforcement des capacités

26. La Section spécialisée a examiné la structure possible et la raison d'être du guide sur le renforcement des capacités, dont l'Allemagne avait établi une première version. Ce guide contenait des orientations précieuses et des ressources utiles en matière d'enseignement pour les projets de renforcement de capacités. La Section spécialisée a convenu que ce document pourrait servir à aborder la formation dans le cadre de vastes projets de renforcement de capacités ou, dans une approche plus individuelle, à des fins de formation ciblée. Pour l'heure, a-t-il été convenu, l'accent serait surtout mis sur la première partie « Renforcement des capacités axé sur la mise en place d'un système de certification de plants de pommes de terre ».

27. À l'occasion du Congrès mondial sur la pomme de terre, un groupe de délégués de l'Afrique du Sud, de l'Australie, de la Belgique, des États-Unis et du Royaume-Uni passeront en revue le projet existant de manière plus détaillée et feront part de leurs commentaires au Rapporteur (Allemagne). La Section spécialisée examinera le projet ainsi revu à sa prochaine session.

28. Les délégations ont également examiné la question de la disponibilité en ligne d'informations, de matériels visuels et didactiques sur les plans de pommes de terre et ont pris note des ressources citées dans le document concernant les possibilités d'apprentissage en ligne. La Section spécialisée a décidé de repousser le débat sur cette question jusqu'à ce que des lignes directrices sur la formation aient été mises au point. À la prochaine session, les délégués auront des renseignements à fournir sur les coûts de production de vidéos consacrées à la formation.

29. Le secrétariat a informé la Section spécialisée d'un nouveau projet d'assistance technique ciblé sur la production de qualité, le maintien de la qualité et les pertes alimentaires. Il a été souligné que le lien était rarement fait entre les plants de qualité et certifiés d'une part et les pertes alimentaires d'autre part, alors qu'il s'agissait d'un élément important pour le maintien de la qualité et la réduction de la part sacrifiée des récoltes dans la chaîne d'approvisionnement. Le secrétariat a souligné l'intérêt de ce projet, tandis que la Section spécialisée a mis l'accent sur l'utilité de tels ateliers. D'autres informations seraient communiquées par le secrétariat dans le courant de l'année.

XI. Examen des inspections axées sur les risques

30. La délégation des Pays-Bas n'ayant pas pu être présente à la session, la Section spécialisée a repoussé le débat sur cette question jusqu'à la prochaine session.

XII. Mises à jour et débats sur les travaux nouveaux et en cours

31. La Section spécialisée a décidé de différer jusqu'à la prochaine session un échange approfondi d'informations concernant les recherches et les études en cours sur la bactérie *Liberibacter* (sous la conduite de la Finlande et du Royaume-Uni).

32. Le secrétariat a présenté la version finale de l'affiche sur les objectifs de développement durable (ODD) établie par la Section spécialisée. Les délégations ont examiné le texte et ont prié le secrétariat d'en produire une version en langue espagnole à présenter au Congrès mondial sur la pomme de terre en mai 2018. Le secrétariat mettra en

outre la brochure explicative à la disposition des participants au Congrès mondial, à l'occasion duquel les délégations de la Section spécialisée exposeront l'action de la CEE aux organismes de certification de l'Amérique du Sud. Pour sa part, la délégation des États-Unis mettra à disposition la version récemment finalisée en langue espagnole du guide de la CEE-ONU sur les maladies et des parasites. La Section spécialisée a remercié la délégation des États-Unis pour cette traduction.

33. La Section spécialisée a brièvement passé en revue l'avant-projet de l'application pour mobiles du guide sur les plants de pommes de terre et y a ajouté un texte introductif. Elle a remercié la délégation australienne pour la mise au point et le financement de cette application.

34. Les délégations sont également convenues de promouvoir la norme, tout comme les travaux de la Section, à l'occasion de manifestations telles que des foires industrielles ou commerciales. L'ESA a en outre offert de collaborer à l'avenir à la facilitation de la communication avec l'industrie.

XIII. Travaux futurs

35. La Section spécialisée a décidé d'inscrire à son ordre du jour pour 2019 les questions ci-après :

- Résultats de l'étude sur les méthodes de détection de virus dans les plants de pomme de terre ;
- Projet d'étude sur les méthodes de détection des bactéries ;
- Projet de guide sur la production de minitubercules ;
- Pomme de terre à semences véritables ;
- Renforcement des capacités (y compris une actualisation de la question du financement des vidéos en ligne) ;
- Examen des inspections axées sur les risques ;
- Maladies et parasites nouveaux ou émergents – ce qu'il faut savoir de *Liberibacter* ;
- Le point sur les nouvelles législations par la Commission européenne (proposition : cette actualisation pourrait également se faire dans le cadre d'un exposé au Groupe de travail).

XIV. Questions diverses

36. La Section spécialisée a décidé d'étudier la possibilité de tenir une réunion de Rapporteurs à l'automne 2019.

XV. Election du Bureau

37. La Section spécialisée a élu M. John Kerr (Royaume-Uni) Président et M^{me} Hanna Kortemaa (Finlande) et M. Nigel Crump (Australie) Vice-Présidents.

XVI. Adoption du rapport

38. La Section spécialisée a adopté le rapport de sa quarante-cinquième session (ECE/CTCS/WP.7/GE.6/2018/2). À titre provisoire, il est prévu que la prochaine session de la Section spécialisée se tienne du 18 au 20 mars 2019.
